Le groupe interparlementaire d'amitié France-Tunisie du Sénat, toutes sensibilités politiques confondues, s'inquiète du projet du gouvernement d'augmenter considérablement les droits d'inscription à l'université des étudiants extracommunautaires.

« Les études supérieures en France sont perçues comme un formidable levier d'émancipation sociale et culturelle pour la société tunisienne » rappelle son président, Jean-Pierre Sueur (Socialiste et républicain - Loiret). Les conséquences de ce projet seraient particulièrement regrettables pour les jeunes tunisiens, et plus généralement pour tous les jeunes africains.

« Fixer des droits d'inscription à plusieurs milliers d'euros lorsque le salaire moyen ne dépasse pas quelques centaines d'euros conduit irrémédiablement à fermer les portes de nos universités » regrette Jean-Pierre Sueur. Les premiers chiffres de Campus France témoignent d'ailleurs d'une baisse notable du nombre d'étudiants préinscrits par rapport à l'an dernier, notamment en Tunisie (-16 %).

Le projet du Gouvernement irait à l'encontre des objectifs ambitieux qu'il s'est fixé pour le développement de la Francophonie. L'une des forces des établissements français à l'étranger est la possibilité qu'ils offrent de poursuivre aisément des études supérieures en France. *« Restreindre l'accès aux universités françaises risquerait donc de réduire l'attractivité du réseau français »* prévient à cet égard Jean-Pierre Sueur.

Face à ces risques, le groupe d'amitié France-Tunisie du Sénat propose, à l'unanimité, d'instaurer un moratoire sur la hausse des frais d'inscription pour l'ensemble des étudiants non-européens. *« Seul un moratoire aurait pour effet immédiat d'apaiser la situation avec nos partenaires étrangers, mais également avec nos universités »* exhorte son président. Le Gouvernement disposerait ainsi du temps nécessaire pour approfondir sa réflexion afin de limiter les effets regrettables pour l'attractivité de la France.

Les membres du groupe interparlementaire d'amitié sont très attachés à ce que les liens unissant notre pays et les étudiants africains, et plus généralement francophones, ne soient pas rompus mais raffermis.

Lire :

>> Les lettres de Jean-Pierre Sueur au président de la République et au Premier ministre

>> La dépêche AFP

Phoca PDF